

Mini scénarios

Thème 2 : Entreprises et activités économiques

MS1 Consommation de masse à bas prix, management par l'offre

En résumé

La poursuite du modèle dominant de consommation de masse à bas prix continue de fragiliser les entreprises. Les mouvements de délocalisation se poursuivent. L'économie Rhône-alpine décline avec de forts impacts sur l'emploi et la capacité d'innovation du tissu économique. Malgré une politique de soutien à l'innovation, le territoire ne parvient pas à s'organiser suffisamment pour inverser la tendance.

Pour autant, sous la pression d'une demande de consommation éthique et responsable, des îlots d'innovation émergent et permettent la constitution de quelques pôles de croissance. Ces îlots n'enrayent pas le déclin du territoire, mais favorisent des clivages qui accentuent les déséquilibres régionaux.

Les différents niveaux de régulation se coordonnent plus efficacement pour donner un cadre juridique et institutionnel cohérent de développement des activités.

Ainsi un certain nombre de normes imposent aux entreprises une plus grande transparence. Mais ces réglementations ne remettent pas fondamentalement en cause les modes de gouvernance qui restent orientés par la finance.

De plus les déficits publics, la hausse des coûts des retraites, etc. mobilisent les fonds publics au détriment des investissements en R&D. Alors, même si l'accent mis sur la protection sociale peut aider à maintenir la demande à un niveau suffisant pour développer et moderniser certains secteurs traditionnels (textile, imprimerie, économie résidentielle, services aux personnes...) cela reste insuffisant pour l'innovation de rupture et la constitution pérenne de pôles et filières à enjeux forts.

Côté emploi, si le discours officiel valorise l'apprentissage tout au long de la vie, la formation et l'employabilité et, donc, met l'accent sur l'offre de compétences, il masque les pratiques et stratégies réelles des entreprises ayant pour effet de générer une demande de compétences limitée souvent à des emplois peu qualifiés et à bas salaires.

Essentiellement sous la pression du pouvoir d'achat la consommation "engagée" marque le pas. Seules les catégories socio professionnelles les plus élevées continuent de pouvoir arbitrer leurs besoins de consommation en intégrant ce facteur et c'est au contraire le "low-cost" qui prend le dessus.

Dans ce contexte, les grandes entreprises exercent un contrôle capitaliste croissant des PME. De fait, en Rhône Alpes, les entreprises en capacité (financière, commerciale et managériale) d'évoluer ont déjà majoritairement adapté leurs organisations et ont développé des relations constructives avec des donneurs d'ordre ou des partenaires existants.

Par contre les politiques publiques et les initiatives des acteurs du territoire n'ont que peu d'effets structurant sur l'immense ensemble de PME/TPE composant l'économie régionale. Les dispositifs, infrastructures et systèmes de financement (Pôle de Compétitivité, etc.) restent peu adaptés aux besoins et au niveau de ces entreprises.

Ainsi, la majorité des PME/TPE se trouve incapable de croître, de s'associer, de développer de l'innovation. Enfermées dans des relations classiques de type sous-traitance de capacité, essentiellement centrées sur des logiques appauvrissantes de coûts, avec une faible part d'innovation, une moindre valeur ajoutée, une forte dépendance à des donneurs d'ordre plutôt

hors région, elles ne résistent pas à la concurrence étrangère et sont peu à peu conduites à mourir.

Un nombre plus ou moins restreint d'entreprises innovantes, développent des relations de collaboration avec d'autres entreprises innovantes hors région Rhône-Alpes. N'ayant que peu de liens avec le territoire et ne pouvant tirer à elles seules un tissu (peu dynamique) d'éventuels partenaires, elles se désinvestissent graduellement de l'économie régionale. Les Pôles ou Bassins d'innovation et de croissance existants s'affaiblissent de façon significative. Rhône-Alpes perd ainsi peu à peu sa capacité d'innovation dans le secteur industriel. L'éventuelle innovation générée par le secteur des services (Tourisme, Services à la personne) ne compense pas les pertes supposées.

L'offre commerciale ne trouve pas le modèle économique lui permettant de résister au renforcement de la distribution "traditionnelle" et la réduction de l'offre se combinant avec la baisse de la demande, le commerce "engagé" s'effondre.

Le même scénario se développe autour du bio qui ne résiste pas à la demande sociale de "nourrir les français" .

Le consommateur ne peut plus suivre l'offre de produits et services numériques, devant arbitrer entre les dépenses essentielles de base (logement, nourriture, transport...) et les dépenses de communication (internet, informatique...). En conséquence, stagnation du e-commerce et retour du consommateur vers l'hyper marché.

Des arbitrages identiques sont faits sur le loisir et la culture, marquant un arrêt au développement de l'économie du loisir et de la connaissance.

Le commerce traditionnel est de plus en plus concurrencé par le "low-cost" qui conforte ses parts de marché, innove encore dans ses modèles économiques et conduit des stratégies de convergence et de concentration. Les entreprises étrangères, plus souples, agiles et adaptables prennent la part essentielle du marché, au détriment des entreprises régionales. Les conséquences se font aussi sentir sur les sous-traitants et producteurs régionaux soumis à la concurrence étrangère.

C'est un scénario pessimiste. La dynamique est celle d'un clivage laissant apparaître contrastes et contradictions à tous les niveaux et qui peut aller vers l'éclatement.

Les pratiques de consommation sont encore structurées autour de la propriété des biens mais sont fortement marquées par le facteur économique : on évolue (on choisit pour ceux qui le peuvent...) entre consommation responsable, dont le développement de circuits courts (modèle économique et culturels de décroissance) et le monde de consommation de masse auquel répond une offre économique qui ne change pas et qui décline. A côté des grands groupes internationaux, subsistent des PME sous-traitantes, sous tension et menacées en permanence.

Micro scénario 1
Consommation de masse à bas prix, management par l'offre

Hypothèses	H1	H2	H3	H4
Variables				
V6 Les modèles de consommation	Stagnation des modèles émergents : essentiellement sous la pression du pouvoir d'achat la consommation du bio, de l'équitable, des produits labellisés stagnent et c'est au contraire le "low cost" qui prend le dessus ; par contre chaque individu pourra conserver pour une partie de ses achats un comportement relevant de ces modèles émergents	Prédominance de la consommation dématérialisée et de la relation d'usage au détriment de la relation de propriété	Développement d'un modèle dominant de "consommateur éthique et responsable."	Consommateurs individualistes et exigeants tirant la demande de produits et services
V7 Nature des activités productives et répartition sectorielle de l'activité	Cercle vertueux innovation/investissement : Secteurs clé et à haut potentiel se renforcent	Echec dans le processus de redynamisation de l'économie régionale, « seul » l'économie résidentielle se maintient	Les entreprises ne « prennent pas le relais » : seuls les secteurs traditionnels se maintiennent	Circuits courts ; entreprises industrielles disparaissent progressivement
V8 Evolution de modes de gouvernance des entreprises	Le poids des intermédiaires financiers continue d'augmenter	Rééquilibrage des pouvoirs entre intermédiaires financiers, salariés et puissance publique	Vers un capitalisme engagé	
V9 Relation des entreprises entre elles	une économie par les coûts qui maintient ou développe des relations traditionnelles de concurrence entre entreprises, accroît l'internationalisation des grands donneurs d'ordre, réduit la capacité d'innovation des PME et affaiblit le dynamisme économique régional	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, favorise une économie de proximité à forte valeur ajoutée, renforce le poids de pôles d'excellence et accroît rayonnement international de la région rhône-alpes	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, mais qui dans un contexte de délocalisation accrue vide le tissu économique rhône-alpin de ses entreprises à potentiel	Consommateurs individualistes et exigeants tirant une demande de produits et services qui nourrissent des innovations des entreprises territoriales qui répondent par des mises en réseaux

MS2 Le "consommateur éthique et responsable" s'impose

En résumé

En réponse aux contraintes du marché et sous l'impulsion de politiques territoriales volontaristes, les entreprises développent leurs activités d'innovation et s'organisent en réseaux. Se trouve ainsi favorisée une économie territoriale à forte valeur ajoutée qui renforce le poids de pôles et secteurs d'excellence et accroît le rayonnement international de la région Rhône-Alpes. Parallèlement, s'impose un modèle de "consommateur éthique et responsable" qui renforce les circuits courts de distribution et favorise une consommation de proximité. Cette évolution s'accompagne d'une modification plus ou moins forte de la gouvernance des entreprises et qui répond à ce nouveau modèle de consommation responsable.

Une économie de l'innovation qui favorise une économie de proximité à forte valeur ajoutée qui renforce le poids de pôles d'excellence et accroît rayonnement international de la région Rhône-Alpes.

Dans cette hypothèse optimiste, on suppose que les grands déterminants économiques ont une influence positive sur la majorité des PME/TPE Rhône alpines.

Les politiques publiques et les initiatives des acteurs du territoire en faveur de la recherche et développement et d'écosystèmes de proximité portent leurs fruits : une large gamme de services et dispositifs (financiers, commerciaux, organisationnels, emploi/formation, R&D) permet aux entreprises de développer des réseaux et des organisations en grappes nécessaires à l'innovation et à la production d'une forte valeur ajoutée pour la région.

Ainsi les logiques d'innovation s'imposent et l'ensemble des entreprises développe des relations essentiellement fondées sur des enjeux de collaboration et de mutualisation dans l'ensemble des secteurs de l'économie.

Ce mouvement est renforcé, en même temps qu'il le génère, par **un large mouvement de relocalisation des entreprises** qui favorise l'évolution des relations traditionnelles de sous-traitance et une économie de proximité performante.

Il est par ailleurs porté par une capacité renforcée des dirigeants et des salariés à engager leurs organisations dans des projets coopératifs et collaboratifs. Ainsi l'évolution managériale à l'œuvre au début du XXIème siècle est suivie par un mouvement similaire des opérateurs, mouvement favorisé par le déploiement ou la généralisation de l'ensemble des dispositifs publics de sécurisation des parcours professionnels engagés depuis les années 2000.

Rhône-Alpes développe son rayonnement à l'international. Les Pôles et Bassins d'excellence existants se renouvellent (Chimie, Plasturgie, Textile, Médical, etc.), d'autres se créent notamment dans des secteurs émergents (bio, services à la personnes, etc.).

Cercle vertueux innovation/investissement : Les secteurs clés et à haut potentiel se renforcent

Le processus de recomposition des chaînes de valeur en cours s'appuie sur les pôles de compétitivités et les clusters, des seuils critiques sont atteints au plan des synergies et des investissements. Ce qui permet l'innovation de ruptures dans plusieurs secteurs/filières (biotechnologie, sciences de la vie, textile, nouvelle énergie...) et donc une hausse de la demande, et la croissance des tailles d'entreprise ou le développement de réseaux d'entreprises. Innovation, économie d'échelle et création d'emplois de haut niveau se conjuguent pour faire de la région un pôle européen majeur sur des secteurs à enjeux forts : santé, environnement et énergie.

Parallèlement, les entreprises prennent conscience de l'importance des facteurs endogènes de croissance : l'accent est mis sur la formation, l'organisation du travail apprenante, l'usage des savoirs en situation, le développement de l'employabilité via des mobilités professionnelles sécurisées. Bref, l'économie de la connaissance devient une réalité.

Développement d'un modèle dominant de "consommateur éthique et responsable."

Ce modèle de consommation renforce les circuits courts de distribution, la consommation de proximité et le marché de l'occasion et du recyclé.

La lecture des indicateurs de consommation de produits bio, équitables, labellisés et libre laisse penser que ces consommateurs éthiques et responsables deviennent largement majoritaires et dominants même si le rythme actuel de croissance tend à réduire. Son développement reste indépendant de l'évolution du pouvoir d'achat : le prix des produits bio, équitables, écologiques, évoluent favorablement d'une part grâce à l'amélioration de l'efficacité de l'offre et d'autre part en faisant émerger de nouvelles chaînes de valeurs (circuits courts de distribution).

Ce modèle est renforcé par le développement d'une « épargne solidaire et de proximité », qui aura vocation à consolider les capacités de production (bio, éthique,...) favorable à une économie résidentielle et écologique.

Ces évolutions s'accompagnent d'une modification plus ou moins sensible des modes de gouvernance, avec deux tendances complémentaires :

- Une réappropriation de leur gouvernance par les PME : suite à la crise financière et à la crise de légitimité des intermédiaires financiers, les modes de gouvernance se modifient. Le pouvoir des propriétaires capitalistes est contrebalancé par d'autres parties prenantes : les salariés et la puissance publique (SIC, SEM). Dans ce contexte relativement stabilisé les PME peuvent développer un modèle de gouvernance favorable à leur croissance et qui tient compte de leurs spécificités.
- Le développement vers un « capitalisme engagé » : le pouvoir d'intermédiation de l'industrie financière entre propriété (public) et gouvernance des entreprises est radicalement remis en cause. L'influence des actionnaires véritables que sont les épargnants monte en puissance. Des groupes représentatifs de catégories d'actionnaires, (des salariés, des associations représentatives d'intérêts sociaux, éthiques voire économique, dont les PME) peuvent défendre un patrimoine collectif au nom d'intérêts qui ne se résument pas à la seule performance financière mais sont favorables au développement d'une économie territorialisée et soucieux d'enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux

Ainsi les deux tendances (la dynamique de réseau et d'innovation des entreprises, et le dynamisme et les exigences de la consommation), se combinent pour équilibrer l'économie régionale sur les deux piliers que sont la production de proximité et le développement d'une industrie compétitive au niveau mondial. Il peut en résulter une société capable d'intégrer des populations diverses en qualification, en mode de vie et en aspiration ; de même que l'équilibre du territoire (urbain / rural) devrait être préservé.

Micro scénario **2**
Le "consommateur éthique et responsable" s'impose

Hypothèses	H1	H2	H3	H4
Variables				
V6 Les modèles de consommation	Stagnation des modèles émergents : essentiellement sous la pression du pouvoir d'achat la consommation du bio, de l'équitable, des produits labellisés stagnent et c'est au contraire le low cost qui prend le dessus ; par contre chaque individu pourra conserver pour une partie de ses achats un comportement relevant de ces modèles émergents	Prédominance de la consommation dématérialisée et de la relation d'usage au détriment de la relation de propriété	Développement d'un modèle dominant de "consommateur éthique et responsable."	Consommateurs individualistes et exigeants tirant la demande de produits et services
V7 Nature des activités productives et répartition sectorielle de l'activité	Cercle vertueux innovation/investissement : Secteurs clé et à haut potentiel se renforcent	Echec dans le processus de redynamisation de l'économie régionale, « seul » l'économie résidentielle se maintient	Les entreprises ne « prennent pas le relais » : seuls les secteurs traditionnels se maintiennent	Circuits courts ; entreprises industrielles disparaissent progressivement
V8 Evolution de modes de gouvernance des entreprises	Le poids des intermédiaires financiers continue d'augmenter	Rééquilibrage des pouvoirs entre intermédiaires financiers, salariés et puissance publique	Parties prenantes plus larges ; modalités d'association dans les instances de décisions stratégiques	
V9 Relation des entreprises entre elles	une économie par les coûts qui maintient ou développe des relations traditionnelles de concurrence entre entreprises, accroît l'internationalisation des grands donneurs d'ordre, réduit la capacité d'innovation des PME et affaiblit le dynamisme économique régional	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, favorise une économie de proximité à forte valeur ajoutée, renforce le poids de pôles d'excellence et accroît rayonnement international de la région rhône-alpes	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, mais qui dans un contexte de délocalisation accrue vide le tissu économique rhône-alpin de ses entreprises à potentiel	Consommateurs individualistes et exigeants tirant une demande de produits et services qui nourrissent des innovations des entreprises territoriales qui répondent par des mises en réseaux

MS3 Priorité à l'usage plutôt que la propriété

Les consommateurs recherchent l'usage de biens mutualisés plutôt que la propriété. Ce qui renouvelle partiellement le modèle économique régional. Certes, les entreprises à potentiel poursuivent leurs politiques d'innovation, mais la pression de la concurrence mondiale les conduit à engager ou renforcer leurs mouvements de délocalisation. L'émergence d'une économie résidentielle forte oriente massivement l'activité vers une économie de services qui ne parvient pas à compenser les pertes liées au désengagement du secteur productif. Ainsi, la consommation ne s'ancre pas dans une production régionale. Il existe un risque fort de marginalisation de la Région en l'éloignant de l'économie industrielle, en l'exposant à la concurrence des producteurs de biens et affaiblissant sa capacité d'innovation et de mobilisation de capitaux.

Prédominance de la consommation dématérialisée et de la relation d'usage au détriment de la relation de propriété

Le pouvoir d'achat reprend sa croissance et l'arbitrage entre consommation et épargne se réalise au profit de la consommation, permettant un investissement continu dans les technologies de l'information et le recours aux services extérieurs plutôt qu'à « l'auto-production ».

Ces aspects matériels sont corrélés avec une évolution sociétale où l'intérêt et la satisfaction individuels priment, avec une mise en concurrence systématique entre les divers choix possibles afin d'optimiser les réponses, et un attachement moindre au fait d'être « propriétaire ». Cette préférence vers l'usage plutôt que vers la propriété se combine aussi avec une distanciation entre le consommateur de service et son producteur, ce qui ouvre la voie au développement de nouvelles formes de distribution de service, et donc de distanciation de la production de service.

Le consommateur de 2030 est ainsi « nomade », au centre d'un réseau où la relation à l'acte d'achat est dématérialisée et procède d'un arbitrage en fonction de l'usage recherché et de l'offre de biens et services.

La provenance des biens n'est pas un critère, puisque seule compte la réponse apportée, générant une multiplication de plateforme d'achat sur Internet avec derrière la logistique pour organiser les livraisons. Les services sont aussi totalement dans cette logique, avec une diminution très forte des sites où le public est accueilli puisque toutes les démarches peuvent s'effectuer à distance, y compris certains services comme le repassage, la restauration... avec des sociétés spécialisées collectant et livrant à domicile ou sur les lieux de travail.

En parallèle, des services collectifs s'organisent afin de rationaliser les coûts à l'échelle des immeubles, des quartiers, des villages, des villes (services de laverie, de restauration, de nettoyage, de gardiennage-sécurité, partage automobile ou vélos...) dont la gestion peut également se faire à distance (réservation, commande, suivi, évaluation du consommateur...).

Les services publics de transport se développent essentiellement en milieu urbain et la voiture individuelle recule. Le volume de consommation de certains biens recule (voiture, machine à laver...). Le consommateur est par contre toujours connecté à son réseau dématérialisé et est friand de nouveaux outils améliorant cette relation.

La société risque cependant d'être très duale si l'évolution du pouvoir d'achat et le niveau d'éducation ne permettent pas à toutes les catégories d'accéder et de maîtriser cette nouvelle donne. Un marché parallèle et un mode de consommation alternatif « bas de gamme » pourraient ainsi se développer. Concernant le monde rural, s'il peut être complètement intégré dans la dématérialisation, les aspects collectifs de mutualisation risquent d'être moindre. L'offre de réseaux numériques sera déterminante sur la convergence des modèles de développement entre l'urbain et le rural.

Echec dans le processus de redynamisation de l'économie régionale, « seule » l'économie résidentielle se maintient

La consommation ne s'ancre pas dans une production locale, et réciproquement.

La territorialisation de l'action publique et les relations de "coopétition" entre les acteurs de la région ne suffisent pas à réduire la volatilité des capitaux et/ou à orienter de manière efficace

les décisions d'investissement. Ce phénomène risque d'accentuer les délocalisations d'activités, réduire la disponibilité des investissements pour la R&D, détruire les logiques industrielles et ralentir/affaiblir le processus de recomposition des chaînes de valeur. Avec des effets directs sur les réseaux de sous-traitance et sur l'emploi. Ce phénomène va d'abord affaiblir les secteurs industriels traditionnels qui ne sauront résister à la concurrence des BRIC, le tertiaire productif sera aussi affecté, puis les secteurs de pointe qui faute d'investissement ne pourront se développer.

Dans ce contexte, seule l'économie résidentielle pourra progresser mais c'est un secteur où les niveaux de qualifications sont bas, les conditions de travail pas très bonnes généralement et les perspectives de croissance limitées.

Une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, mais qui dans un contexte de délocalisation accrue vide le tissu économique Rhône alpin de ses entreprises à potentiel

Dans cette hypothèse mixte, on suppose que les grands déterminants ont une réelle influence sur la majorité des PME/TPE Rhône alpines, mais qu'ils ne se concrétisent pas par le développement d'écosystèmes performants ni d'une économie de proximité favorable à l'essor d'une économie régionale dynamique.

Les PME régionale sont ainsi exposées à une compétition mondiale à la fois axée sur la réduction des coûts et sur les capacités d'innovation des entreprises en particulier des PME/TPE sans pouvoir se conforter sur un marché local ni régional.

Les TPE-PME s'adaptent alors par un recours à la délocalisation vers les pays émergents / pays à bas coûts y compris sur les activités de R&D/conception.

La majorité des petites entreprises régionales démunies pour mettre en œuvre de telle stratégie s'orientent vers des stratégie de compétitivité par les coûts les mettant ainsi en position de faiblesse vis à vis des pays émergents.

La contribution des politiques publiques et les initiatives des acteurs régionaux sont inadaptées et ne suffisent pas à inverser la tendance.

On voit se développer une économie régionale surtout portée par la notion de marque, détachée d'une capacité productrice locale à valeur ajoutée suffisante, et ne réussissant pas à construire un modèle économique pérenne pour la Région, réduite à la fonction (provisoire) d'espace de consommation.

Régulation des intermédiaires financiers et rééquilibrage des Conseils d'Administration

Ce scénario faisant suite à la crise des années 2008 et suivantes, les intermédiaires financiers restent déconnectées de ce nouveau modèle économique locale et imposent des choix purement financiers.

Des modifications en termes de gouvernance permettent de contrebalancer le pouvoir des propriétaires capitalistes par d'autres parties prenantes : les salariés et la puissance publique (SIC, SEM).

Les salariés ont obtenu un droit d'intervention qui combine droit de veto et droit de propositions alternatives au même titre que les actionnaires. Les instances représentatives du personnel siègent à tous les niveaux stratégiques de l'entreprise.

Dans ce contexte relativement stabilisé, les PME peuvent développer un modèle de gouvernance qui tienne compte de leurs spécificités.

Un scénario qui peut porter les germes du développement d'une économie de service et d'une économie "résidentielle" articulant les acteurs du marché dans une relation de proximité. Des modèles novateurs de gouvernance peuvent ainsi apparaître.

Pourtant ce modèle porte le risque d'une marginalisation de la Région, en l'éloignant de l'économie industrielle, l'exposant ainsi à la concurrence des producteurs de biens (y compris dans les pays émergents) et affaiblissant sa capacité d'innovation technologique et sa capacité de mobilisation de capitaux. Dans ce scénario l'avenir de la ressource universitaire et de la recherche reste posée.

Micro scénario **3**

Priorité à l'usage plutôt que la propriété

Hypothèses	H1	H2	H3	H4
Variables				
V6 Les modèles de consommation	Stagnation des modèles émergents : essentiellement sous la pression du pouvoir d'achat la consommation du bio, de l'équitable, des produits labellisés stagnent et c'est au contraire le low cost qui prend le dessus ; par contre chaque individu pourra conserver pour une partie de ses achats un comportement relevant de ces modèles émergents	Prédominance de la consommation dématérialisée et de la relation d'usage au détriment de la relation de propriété	Développement d'un modèle dominant de "consommateur éthique et responsable."	Consommateurs individualistes et exigeants tirant la demande de produits et services
V7 Nature des activités productives et répartition sectorielle de l'activité	Cercle vertueux innovation/investissement : Secteurs clé et à haut potentiel se renforcent	Echec dans le processus de redynamisation de l'économie régionale, « seul » l'économie résidentielle se maintient	Les entreprises ne « prennent pas le relais » : seuls les secteurs traditionnels se maintiennent	Circuits courts ; entreprises industrielles disparaissent progressivement
V8 Evolution de modes de gouvernance des entreprises	Le poids des intermédiaires financiers continue d'augmenter	Rééquilibrage des pouvoirs entre intermédiaires financiers, salariés et puissance publique	Parties prenantes plus larges ; modalités d'association dans les instances de décisions stratégiques	
V9 Relation des entreprises entre elles	une économie par les coûts qui maintient ou développe des relations traditionnelles de concurrence entre entreprises, accroît l'internationalisation des grands donneurs d'ordre, réduit la capacité d'innovation des PME et affaiblit le dynamisme économique régional	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, favorise une économie de proximité à forte valeur ajoutée, renforce le poids de pôles d'excellence et accroît rayonnement international de la région rhône-alpes	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, mais qui dans un contexte de délocalisation accrue vide le tissu économique rhône-alpin de ses entreprises à potentiel	Consommateurs individualistes et exigeants tirant une demande de produits et services qui nourrissent des innovations des entreprises territoriales qui répondent par des mises en réseaux

MS4 Les consommateurs individualistes et exigeants moteurs de la demande

En résumé

Le marché est tiré par deux évolutions fortes et contrastées : la généralisation d'un modèle de consommation de masse à bas prix et la production de biens et services à forte technicité et valeur ajoutée pour des consommateurs de plus en plus individualistes et exigeants. Ces évolutions continuent à fragiliser les entreprises des secteurs traditionnels rhônalpins. La compétition classique par les coûts amplifie les mouvements de délocalisation.

Il en résulte une économie duale avec :

- des secteurs à haute valeur ajoutée florissants pour des pans de population aisée
- des secteurs en tension qui ne permettent pas de maintenir un emploi durable et de qualité pour une autre part de la population fortement fragilisée.

Les systèmes de gouvernance n'évoluant pas, les inégalités géographiques et sociales s'accroissent. Des poches de prospérité se forment autour des grandes métropoles que sont Lyon et Grenoble. Le reste du territoire végète.

Des modèles de consommation contrastés ...

Les modèles de consommation éthique et responsables perçus à partir des années 2000 sous la pression de divers facteurs (écologie, RSE, etc.) ne s'affirment pas. Au contraire, face aux besoins d'une population en augmentation permanente, aux évolutions technologiques et à l'accroissement des inégalités sociales, les modes traditionnels de consommation l'emportent et se généralisent. Se confirment et cohabitent ainsi deux modes assez différents, mais complémentaires et qui illustrent à leur manière la notion de consommateur « nomade » :

- Une consommation accrue pour des biens et services à forte technicité et valeur ajoutée, visant des consommateurs exigeants
- Une consommation « low cost de masse » ayant pour cible l'ensemble des consommateurs (même si elle touche principalement les populations les moins riches) et qui ne peut se satisfaire d'une production de proximité, des circuits courts et du marché de l'occasion et des recyclés envisagés au scénario 2.

... qui construisent un tissu économique divergeant ...

Les entreprises de Rhône-alpes réagissent différemment à ces évolutions de marchés :

- On assiste d'une part à la création d'un cercle vertueux innovation / investissement pour certains secteurs clés : dans la chimie, la plasturgie, l'électronique, le médical, etc. les entreprises à fort potentiel réussissent à répondre aux nouvelles exigences des consommateurs. Elles renforçant ainsi leurs politiques d'innovation, créent des alliances pour assurer les investissements nécessaires, internationalisent leurs activités et atteignent ainsi les seuils critiques nécessaires à leur croissance. De même, ces entreprises prennent conscience de l'importance des facteurs endogènes de croissance : l'accent est mis sur la formation, l'organisation du travail apprenante, l'usage des savoirs en situation, le développement de l'employabilité via des mobilités professionnelles sécurisées. Innovation, économie d'échelle et création d'emplois de haut niveau se conjuguent pour faire de la région un pôle européen majeur sur ces secteurs,
- Et d'autre part, à la plongée dans un cercle défectueux innovation/coûts pour la plus part des entreprises de Rhône-alpes : ce sont essentiellement des PME/TPE enfermées dans des relations classiques de type sous-traitance de capacité, essentiellement centrées sur des logiques appauvrissantes de coûts, avec une faible part d'innovation, une moindre valeur ajoutée, une forte dépendance à des donneurs d'ordre plutôt hors région. Incapables de développer de l'innovation, de s'associer, de croître, elles ne résistent pas à la concurrence étrangère et sont peu à peu conduites à mourir. Ce mouvement est amplifié par la part prise par le marché "low cost" : le commerce traditionnel est de plus en plus concurrencé par le "low cost" qui conforte ses parts de marché, innove encore dans ses modèles économiques et conduit des stratégies de convergence et de concentration. Les entreprises

étrangères, plus souples, agiles et adaptables prennent la part essentielle du marché, au détriment des entreprises régionales.

Se développe ainsi une économie régionale duale accentuant les contrastes existants entre les entreprises, mais aussi entre les populations, puisque le modèle économique qui tend à s'imposer a des impacts forts et inégaux sur l'emploi, la formation et les parcours professionnels.

... au sein d'un territoire inégalement développé

Cette tendance est accompagnée, voire même renforcée par les politiques publiques et les initiatives des acteurs du territoire en matière de pôles d'excellence, de recherche et développement et de création d'écosystèmes de proximité.

Si ces choix sont cohérents avec la stratégie d'internationalisation de Rhône-Alpes, ils accentuent la métropolisation de la région et renforcent les poches de développement autour de Lyon et de Grenoble. Le reste du territoire, confronté au déclin des TPE/PME, stagne et se désertifie peu à peu.

Cette tendance n'est pas freinée par l'émergence de nouveaux modes de gouvernance dont on aurait pourtant cru dans les années 2000-2010 qu'ils se seraient affirmés. Seul, un certain nombre de normes sont adoptées pour imposer aux entreprises une plus grande transparence de façon à rendre les marchés plus efficaces. Mais ces réglementations ne remettent pas fondamentalement en cause leurs modes de propriétés et de gouvernance. L'ensemble des parties prenantes externes n'ont que peu de poids face aux acteurs de la décision réelle des entreprises.

Au final, c'est un scénario plutôt pessimiste qui s'impose, avec des secteurs de pointe, mais dont le développement ne suffit pas à tirer l'ensemble de l'économie. Sans le développement d'une économie résidentielle capable de contre-balancer ces tendances, il existe un risque fort de voir la région se vider peu à peu de ses ressources et s'appauvrir durablement.

Micro scénario 4

Les consommateurs individualistes et exigeants moteurs de la demande

Hypothèses	H1	H2	H3	H4
V6 Les modèles de consommation	Stagnation des modèles émergents : essentiellement sous la pression du pouvoir d'achat la consommation du bio, de l'équitable, des produits labellisés stagnent et c'est au contraire le low cost qui prend le dessus ; par contre chaque individu pourra conserver pour une partie de ses achats un comportement relevant de ces modèles émergents	Prédominance de la consommation dématérialisée et de la relation d'usage au détriment de la relation de propriété	Développement d'un modèle dominant de "consommateur éthique et responsable."	Consommateurs individualistes et exigeants tirant la demande de produits et services
V7 Nature des activités productives et répartition sectorielle de l'activité	Cercle vertueux innovation/investissement : Secteurs clé et à haut potentiel se renforcent	Echec dans le processus de redynamisation de l'économie régionale, « seul » l'économie résidentielle se maintient	Les entreprises ne « prennent pas le relais » : seuls les secteurs traditionnels se maintiennent	Circuits courts ; entreprises industrielles disparaissent progressivement
V8 Evolution de modes de gouvernance des entreprises	Le poids des intermédiaires financiers continue d'augmenter	Rééquilibrage des pouvoirs entre intermédiaires financiers, salariés et puissance publique	Parties prenantes plus larges ; modalités d'association dans les instances de décisions stratégiques	
V9 Relation des entreprises entre elles	une économie par les coûts qui maintient ou développe des relations traditionnelles de concurrence entre entreprises, accroît l'internationalisation des grands donneurs d'ordre, réduit la capacité d'innovation des PME et affaiblit le dynamisme économique régional	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, favorise une économie de proximité à forte valeur ajoutée, renforce le poids de pôles d'excellence et accroît rayonnement international de la région rhône-alpes	une économie de l'innovation qui développe les relations de coopération et les réseaux d'entreprises, mais qui dans un contexte de délocalisation accrue vide le tissu économique rhône-alpin de ses entreprises à potentiel	Consommateurs individualistes et exigeants tirant une demande de produits et services qui nourrissent des innovations des entreprises territoriales qui répondent par de mises en réseaux